

« Nous appelons tous les travailleurs et tous les républicains de ce pays à se mobiliser et à se tenir prêts à agir. L'épreuve de force n'est pas terminée. »

Le P.S.A.-U.G.S. prend ainsi une certaine distance vis-à-vis du gouvernement : dans la mesure où il réclame du gouvernement d'adopter une autre politique (condamnation de la troisième voie). Robert Verdier, secrétaire du P.S.A., le 30 janvier, écrivait que le succès dans la lutte contre fascisme « ne pourra être atteint que par l'union des forces populaires... »

IV. — LA DIRECTION DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Mais la position du P.C.F., en raison de l'importance numérique de ce parti et de l'influence déterminante de ses militants dans la C.G.T., constitue le facteur politique le plus important dans une crise politique.

Au début de la crise, la direction du P.C.F. adopta, disons une politique gaulliste de gauche. Laurent Casanova l'exposa sans vergogne au meeting du 19 janvier à la Mutualité. Andrieu, rédacteur à « l'Humanité », pouvait écrire le 23 janvier : « ...d'autant plus qu'il (le pouvoir) ne manquerait pas, dans ce domaine, de bénéficier de l'immense majorité des Français ».

Mais par la suite, le Bureau Politique du P.C.F. devait adopter une position moins erronée. Dans le communiqué du Bureau Politique paru dans « l'Humanité » du 20 janvier, on relève : « L'indignation qui s'est emparée de notre peuple à l'annonce du coup de force fasciste d'Alger, les premières actions unies qui se sont produites aujourd'hui dans les quartiers et les entreprises montrent assez que les travailleurs et les républicains comptent avant tout sur leur propre lutte ». Le lendemain matin, « l'Humanité » appelait à « constituer d'urgence dans tout le pays de larges comités antifascistes » : le vendredi 29 janvier, le B.P. proposait une rencontre aux dirigeants du P.S., du P.S.A., de l'U.G.S., de l'U.D.S.R., du Parti radical, du Parti radical-socialiste, de la C.G.T., de la C.F.T.C., de F.O., de la F.E.N., du S.N.I., de la Ligue des droits de l'homme.

Lundi matin 1^{er} février, la C.G.T. dont chacun sait que le secrétaire général est un membre du B.P. du P.C.F. avançait que « pour sa part, la C.G.T. déclare qu'à toute tentative de coup de force en France elle répondrait par un ordre de grève générale ».

Ainsi le P.S.A.-U.G.S., le P.C.F. et la C.G.T., au cours de la crise, se sont démarqués du gouvernement, contrairement à la S.F.I.O., à F.O. et même à la C.F.T.C. Les politiques du P.S.A.-U.G.S. et du P.C.F. ne furent pas fondamentalement différentes, il faut cependant constater que les formulations du P.C.F. et de la C.G.T. sur lesquelles nous avons voulu attirer l'attention des lecteurs avaient cependant un ton plus mobilisateur que les communiqués P.S.A.-U.G.S. « Le Monde » a relevé justement d'ailleurs ces indices.

Ce que vous êtes en train d'exposer, nous dira-t-on, infirme le commentaire que vous avez fait de la dernière session du P.C.F. dans le numéro 99 de « La Vérité des Travailleurs », où vous qualifiez la politique de Thorez de gaullisme de gauche. A cela, on pourrait ajouter que la politique du P.C.F. pendant la dernière semaine, a été moins opportuniste que celle pratiquée entre le 13 mai et le 1^{er} juin 1958 : le mot d'ordre central était axé sur la défense de la IV^e République alors que l'U.G.S., véhémentement critiquée, s'efforçait, en paroles, au moins, de donner d'autres perspectives aux masses. Cette fois-ci, il semble au contraire que le P.C.F. se soit montré plus décidé à la lutte.

En réalité, les tergiversations de la direction du P.C.F. et de la C.G.T. qui n'ont appelé à former les comités que le 26, sa peur de ne pas se démarquer des autres organisations ouvrières avant le 1^{er} février, date à laquelle seulement la C.G.T. évoque l'éventualité d'une action autonome, et encore bien faiblement, montre que le P.C.F. et la C.G.T. n'ont envisagé l'adop-

tion de ce cours qu'à contre-cœur. Il ne faut pas oublier non plus que l'invitation de Thorez à une entrevue commune était non seulement faite à des organisations ouvrières mais à des partis bourgeois comme les partis radicaux et l'U.D.S.R. dont les leaders n'ont pas d'autre souci que de soustraire la lutte antifasciste à la direction du prolétariat.

Malgré tout, les différentes déclarations émanant de la direction du P.C.F. prouvent qu'il n'est pas une organisation comparable aux autres, que dans le cadre d'une situation donnée, sous le poids de traditions et en raison de la qualité des militants qui le composent, il doit infléchir sa politique. Ce qui est préjudiciable au mouvement, c'est que ces inflexions sont décidées rapidement et non pas en fonction d'une orientation stable pour toute une période.

Chez certains militants — nous ne disons pas dans l'ensemble de la classe ouvrière laissée depuis vingt mois dans la confusion (pour ne pas parler des périodes antérieures) — apparaît la crainte de « se faire enfiler par de Gaulle comme par Pflimlin ». Thorez, il y a deux mois (C.C. d'Ivry) avait prévenu les éventuels opposants qu'il manierait ses foudres. La classe ouvrière était démobilisée, inactive, à cette époque et ainsi les oppositionnels pouvaient être facilement isolés, manquant de l'alimentation politique que seule l'activité de la classe ouvrière peut réellement donner. Les actuels événements peuvent réveiller certaines consciences et la direction est plus prudente.

En bref, nous résumerons en disant que la S.F.I.O., F.O., et, à un moindre degré, la C.F.T.C., ont adopté une ligne qui pourrait se résumer par ces mots : contre les fascistes, avec de Gaulle et même derrière de Gaulle. La politique tactiquement juste n'était certes pas contre les fascistes et contre de Gaulle, comme certains groupes irresponsables en ont accrédité l'idée, en rédigeant des articles dirigés sans distinction contre les ultras et contre le gouvernement. La ligne correcte était : contre les fascistes, sans de Gaulle. Aucune des organisations ouvrières n'a adopté cette orientation. On doit cependant à la vérité de dire que le P.C.F. et la C.G.T. sont celles qui s'en sont rapprochées le plus.

R. MERLIN.

QUATRIEME INTERNATIONALE AU SOMMAIRE

Editorial :

La nouvelle situation internationale.

Notes éditoriales :

Aux côtés de la Révolution ceylanaise — 1960, année du grand tournant en Afrique noire. — L'Angleterre vote à droite, le L.P. vire à gauche. — Avant le 9^e Congrès du P.C. italien. — Coup de barre à droite en Pologne. — Vers le 6^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale. — Il n'y a pas eu de procès de Moscou !

G. Bergel — Bad Godesberg : Une victoire des liquidateurs.

Philippe Van Damme : La révolution coloniale au Congo « belge » et au Rwanda-Urundi.

M. Pablo : L'Inde et la Chine. — A propos des incidents frontaliers sino-indiens.

Rado : Les rapports de l'Eglise catholique avec l'Etat italien.

Rosa Luxemburg : Les tâches de la démocratie socialiste internationale.

E. Germain : Le marxisme vu par des économistes bourgeois.

Les livres.

Notes de lecture.

Documents.

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale.

Le numéro de 88 pages : 2,50 NF

Commandes à C.C.P. Frank 12.648-46 Paris

64, rue de Richelieu